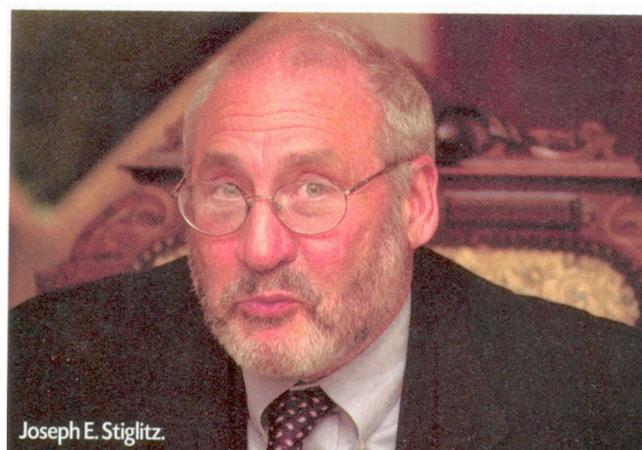


Le point de vue de Joseph STIGLITZ sur la mondialisation, la régulation et la gouvernance internationale

(5 juillet 2002 à Aix-en-Provence à l'invitation du Cercle des économistes)



Joseph E. STIGLITZ, prix Nobel d'économie 2001, était l'invité des " Deuxièmes rencontres économiques d'Aix-en-Provence " organisées par le Cercle des économistes, une association qui regroupe 27 d'entre eux parmi les plus connus en France. Ces journées d'Aix-en-Provence ont eu lieu les 5, 6 et 7 juillet.

Pour introduire ce bref compte rendu, nous retracerons les études et les recherches de cet éminent économiste (I), puis nous résumerons les propos tenus à Aix-en-Provence le 06 juillet 2002 (II) ; enfin, nous donnerons l'analyse originale effectuée par Jean-Louis LIQUIÈRE, professeur au lycée Marie-Curie (III).

I.— La vie et l'œuvre de Joseph STIGLITZ

Né en 1943 à Gary, dans l'Indiana, une ville sinistrée par le déclin de ses activités industrielles d'un père, Nat, qui vendra des contrats d'assurance jusqu'à plus de 90 ans et d'une mère qui enseignait l'anglais aux immigrants.

Après sa licence au Amherst College, il obtient une bourse pour préparer son doctorat (1967) au Massachusetts Institute of Technology (M.I.T.). Ses projets de recherche intéressent plusieurs fondations qui financent ses travaux en même temps qu'il enseigne la politique économique au All Souls College d'Oxford. Il obtient un poste de professeur-assistant (1966-1967) à l'université de Yale.

D'abord professeur associé (1969-1970), c'est à l'âge inhabituel de 27 ans qu'il devient titulaire de son poste (1970-1974). Il va continuer sa carrière en étant successivement professeur à Stanford (1974-1976), Oxford ((1976-1979) et Princeton (1979-1988). Il reçoit, en **1979, la médaille John Bates CLARK** (délivrée par l'American Economic Association pour récompenser le meilleur économiste américain de moins de 60 ans).

En 1988, il revient à Stanford. En 1993, il devient le président du Conseil des consultants économiques du président Bill CLINTON. De 1997 à 1999, il est économiste en chef de la Banque mondiale.

Depuis 1999, il est professeur à la Columbia Business School, à New York.

Prix Nobel en 2001.

Joseph STIGLITZ appartient au courant de pensée des "nouveaux keynésiens" qui ont introduit dans la macroéconomie keynésienne l'étude des comportements individuels (de nature microéconomique). STIGLITZ a ainsi contribué à fonder la nouvelle microéconomie qui, depuis les années 1970, se démarque des hypothèses de concurrence pure et parfaite et de marchés parfaits tels qu'ils ont été développés par Léon WALRAS et perpétués par de nombreux économistes néoclassiques. Selon lui, les défaillances du marché laissent une place à l'intervention de l'État et à l'instauration de règles volontaristes adoptées par la négociation ou le compromis. Les rigidités existent mais elles résultent des comportements des individus confrontés à deux phénomènes particuliers : l'incertitude et l'asymétrie de l'information.

À défaut de connaître le futur et de pouvoir prendre des décisions rationnelles, les agents ne s'engageront sur le marché (du travail, du crédit, du foncier, etc.) qu'à travers des contrats négociés entre eux.

STIGLITZ applique la théorie de l'agence aux contrats d'assurance car l'information des agents contractants est asymétrique ; les acheteurs et

les vendeurs ne disposent pas des mêmes informations sur les biens qu'ils échangent. D'où une inégalité entre le " principal " (aussi appelé le mandant) et l'" agent " (le mandataire). L'agent qui dispose de davantage d'informations possède une rente informationnelle qu'il peut exploiter au détriment du principal. STIGLITZ montre par exemple qu'un assuré potentiel à faible risque quittera son assureur s'il constate que des contractants présentant plus de risques paient la même prime que lui. Ce départ contribuera à diminuer la qualité même des assurés qui restent et à faire augmenter leur prime. Tout se passe alors comme si les assurés à hauts risques se substituaient de proche en proche aux assurés à faible risque. C'est un phénomène classique de " sélection adverse " qui, appliqué aux relations entre emprunteur et banquier, entraîne de la même façon un rationnement du crédit.

Tout aussi connu est l'apport de STIGLITZ aux théories du salaire d'efficience. Les libéraux expliquaient que le niveau des salaires ne diminue pas comme il le devrait dans une situation de chômage (quand l'offre de travail est supérieure à la demande) parce que le marché du travail est paralysé par des rigidités (conventions collectives et droit du travail contraignants, exigences syndicales). STIGLITZ et les nouveaux keynésiens répondent que le marché du travail ne fonctionne pas ainsi. Les employeurs, ne pouvant mesurer ni l'efficacité ni l'intensité de l'effort de travail de chaque salarié, proposent un salaire d'efficience supérieur à celui qui équilibrerait, en théorie, l'offre et la demande de travail. Ils attirent ainsi des salariés fidèles, reconnaissants et plus performants. En situation d'excès de main-d'œuvre, l'ajustement se fait alors non pas par le prix (le salaire ne baisse pas), mais par les quantités. Le chômage est donc involontaire.

En juin 1993, le président Bill Clinton le nomme directeur de ses conseillers économiques (" Council of Economic Advisers ", comité de trois experts nommés par le président pour conseiller en matière les institutions du pouvoir exécutif américain). Dès lors, la voix de STIGLITZ va se faire entendre au-delà du milieu académique. Il est à la base de la controverse qui oppose, au sein de la Banque mondiale, les " révisionnistes " et les " néoclassiques ". Pour ces derniers, l'État accompagne " amicalement " le marché alors que STIGLITZ explique,

lui, que l'État conduit le marché par des politiques sélectives de crédit et de soutien à l'exportation. Le " révisionniste " dénonce sans relâche le " consensus de Washington ", ce discours commun au FMI et à la Banque mondiale pour lequel la libéralisation financière permet le développement du marché des capitaux et par suite, la croissance dans les pays en développement.

Après la crise asiatique de 1997, la critique de STIGLITZ, alors premier vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale, se durcit. Une violente polémique éclate entre lui et Stanley FISHER, son homologue au FMI, à propos des remèdes imposés par le Fonds aux pays asiatiques. La Banque se désolidarise alors des positions du FMI sur la conditionnalité de l'octroi des crédits. Mais, un an plus tard, James WOLFENSOHN, son président, doit sacrifier STIGLITZ dont la liberté de ton exaspère les tenants de l'orthodoxie financière.

STIGLITZ a depuis lors rejoint l'université Columbia de New York et continue de critiquer le FMI et la Banque mondiale. Ses travaux alimentent une réflexion politique devenue majeure : quelle doit être la place des institutions internationales dans le processus de globalisation ?

Les travaux de STIGLITZ sur l'économie de l'information, réalisés dans les années 1970 lui ont permis de partager le prix Nobel d'économie 2001 avec George AKERLOF et Michael SPENCE. L'annonce de son prix Nobel d'économie, le 10 octobre 2001, va lui servir de tribune pour vulgariser ses critiques et il dénonce les baisses d'impôt décidées par George W. Bush, l'idéologie du tout privatisable et l'hypocrisie américaine vis-à-vis des paradis fiscaux.

Après trente-cinq années d'une carrière plutôt atypique, marquée par une rébellion peu commune dans l'univers feutré des institutions internationales, STIGLITZ a conservé son franc-parler. Poursuivant son travail de critique, il publie, en 2002, " La grande désillusion " chez Fayard, livre dans lequel il démontre les carences de réflexion du FMI, organisation davantage aux services des capitalistes et des marchés financiers, notamment américains, qu'au service du

développement et qu'à la recherche d'une croissance raisonnée.

II.— La conférence tenue le 06 juillet 2002 par Joseph STIGLITZ

" La mondialisation est une question-clé, toutefois, elle ne marche pas. Toutefois, le 11 septembre 2001 marque une rupture.

L'enthousiasme l'emportait avant le 11 septembre, le scandale Enron et la faillite de l'Argentine... Il y avait deux points de vue : les " fanas " du marché qui parlaient de prospérité universelle et de croissance ininterrompue. D'un autre côté, ceux qui étaient mécontents des crises, c'est-à-dire des échecs du développement et des transitions à l'économie de marché.

- George BUSH vient de décider d'augmenter les subventions à l'agriculture pour les farmers américains à tel point que la somme des subventions à l'agriculture américaine est supérieure au PIB subsaharien. Non seulement les règles de la mondialisation ont été établies par les pays du Nord pour les intérêts du Nord (qui ne les respecte pas) et pour des intérêts très particuliers au Nord. De plus, les politiques et les méthodes (souvent refusées dans les pays riches) sont plaquées et rendues obligatoires dans les pays du Sud. Du coup, ces politiques sont perçues comme du néo-colonialisme par ceux qui les subissent. J. Stiglitz pose alors la question de savoir qui doit choisir, les pays pauvres ou les institutions internationales, émanation des pays riches et des intérêts capitalistes de Wall Street. Il prend l'exemple des retraites publiques auxquelles les Américains sont attachés (sans parler de l'Europe) alors que le FMI rend obligatoire leur privatisation dans les pays du Sud. Pour le prix Nobel, la privatisation peut être une bonne solution, mais il ne faut pas la rendre obligatoire.
- Stiglitz rappelle ensuite les échecs du système depuis le début du millénaire.
- La récession américaine. Il existe un écart entre la croissance

potentielle et la croissance réelle à cause de la bulle de la nouvelle économie. Mais il y a aussi des problèmes plus systémiques : Enron, Xerox, Arthur Andersen, Tyco, WorldCom... Et je ne vais pas mentionner un groupe français dont le nom commence par un V ! Les scandales financiers se multiplient aux États-Unis. Vivendi Universal ouvre une brèche en France. Mondialisation oblige, toute la planète est touchée et l'affaire prend une tournure politique. Le dernier sommet du G8 n'a-t-il pas évoqué Enron ? C'est que, au-delà de quelques dirigeants malhonnêtes, c'est l'architecture du système financier international qui est en cause. " Si des problèmes surgissent toujours au même endroit, il faut s'interroger : " *Quand vous voyez un accident sur une route, vous pensez que le chauffeur est responsable. Quand vous voyez plusieurs accidents au même endroit, vous vous interrogez sur l'état de la route. C'est le cas actuellement.* "

- Selon cet ancien vice-président de la Banque mondiale, " *la comptabilité américaine est déficiente* ". Pour lui, la non-intégration des stocks-options dans la comptabilité des entreprises en est le meilleur exemple. " *Aujourd'hui les stock-options ne viennent de nulle part. Personne ne les paie* ", a-t-il ironisé. " *Bien sûr, c'est faux, ce sont les autres actionnaires qui les paient. En 1994, le Council of Economic Advisers propose des modifications comptables au président CLINTON. Mais Wall Street et le Trésor américain ont réussi à convaincre le président de ne rien faire. Leur argument ? La prise en compte du coût des stock-options dans la comptabilité aurait provoqué une baisse du cours des actions. Personnellement, Je pensais que c'est justement à cause de cet effet qu'il fallait réformer les normes comptables. C'est le capitalisme des copains* ". Conçues pour réconcilier les intérêts des dirigeants et ceux des actionnaires, les stock-options aboutissent donc au résultat inverse : induire les marchés en erreur.
- Cela incite " *les dirigeants ont intérêt à augmenter la, valeur apparente des entreprises et les profits fictifs, y compris en envoyant de mauvais signaux aux marchés* " et ce d'autant plus

que pour les entreprises, l'émission de stocks-options ne coûtait rien ; c'est une vision du développement court-termiste des entreprises. Les " big five " qui ont gagné beaucoup d'argent ont fermé les yeux sur les informations déformées, sur les faux signaux, ce qui a engendré un SURINVESTISSEMENT. Au-delà d'entreprises comme WorldCom qui ont tout simplement trompé les marchés en confondant les charges et les investissements, des secteurs entiers ont été concernés par cette myopie collective savamment entretenue. " *Les télécommunications sont un bon exemple. Ce secteur a été beaucoup trop privilégié par les investisseurs. Aujourd'hui, 80 % à 90 % des fibres optiques aux États-Unis n'ont jamais reçu le moindre signal lumineux !* ".

- La crise électrique a été montée et organisée par Enron, elle s'est traduite par une perte de milliards de dollars. On comprend pourquoi Enron ne voulait pas de réglementation.

Depuis le 11 septembre, les Américains qui prônaient une meilleure transparence pour les seuls centres bancaires en dehors des États-Unis, changent d'avis. Il suffit de lire les propositions de George BUSH pour s'en convaincre.

L'Argentine qui marque l'échec du sixième renflouement, montre une persistance dans une politique conduisant à l'échec. Le ratio Dettes / PIB est à peu près de 50 % et le déficit des transactions courantes de 3 %, mais ce sont les critiques adressées à l'Argentine qui font fuir les capitaux.

50 milliards de dollars dépensés au Brésil permettent de conserver pendant quelques temps le taux de change... mais la dette qui en est issue continue de peser sur le peuple brésilien. Il en est de même pour la Russie.

Dans tous les cas, en période de récession, le FMI recommande des politiques de contraction avec une politique fiscale astringente... précipitant le pays plus sûrement dans la récession. De la même manière, le FMI prône le libre-échange pour ces pays démunis alors

que les États-Unis, parangon du libre-échange augmentent leurs droits de douane sur l'acier et leurs subventions aux agriculteurs américains.

La perspective

- La mondialisation peut être une force positive puissante. On l'a vu avec l'accélération des échanges, des savoirs et des idées, avec l'émergence de la société civile, avec les succès des pays nouvellement industrialisés d'Asie comme la Chine et la Corée... mais ces pays ont adopté la mondialisation en l'accommodant à leurs propres règles : "*Les marchés sont essentiels mais ils doivent être réglementés*".
- La doctrine de Washington est une vue étroite, les gouverneurs des banques centrales ont un pouvoir autonome alors que les politiques économiques ont des effets sur les pays. Le FMI est, à la fois, juge et créateur, c'est lui qui décide du renflouement et des conditions. Une gouvernance de la mondialisation est nécessaire, de plus il faut pour accroître la démocratie.

Que faire ?

Il ne s'agit pas d'abandonner les institutions internationales mais de les réformer. Il faut inventer de nouvelles règles du jeu. Il faut que les règles et les décisions soient prises collectivement et non par un seul pays. C'est là que l'Europe a un rôle majeur à jouer.

L'Europe peut adopter deux positions :

- Tentative de rechercher un consensus. Pour J. STIGLITZ, cette première attitude est mauvaise car " Chausser des santiags et partager un steak avec BUSH dans son ranch comme le fait Tony BLAIR, ce n'est pas la bonne solution. " Les discussions de cette nature ne porteront pas leurs fruits. Il suffit de voir le refus du président américain de signer le protocole de Kyoto alors que les États-Unis sont le premier pollueur et qu'ils refusent de prendre des mesures. À propos de ce problème, le prix Nobel utilise cette image : " Tuer le message pour ne pas entendre la mauvaise

nouvelle. ". Qui signe les traités ? Les ministres du commerce dont l'unique objectif est d'augmenter les échanges internationaux et rien d'autre, et encore souvent pour le compte du FMI (cf. le secteur de la pharmacie).

- L'Europe doit adopter une position beaucoup plus dure, beaucoup plus ferme vis-à-vis de l'Amérique de Bush, une " position pro-mondial et non pas une position anti-américaine ". Par exemple, le reste du monde pourrait imposer des tarifs sur le commerce non équitable des États-Unis.

Pour conclure Joseph STIGLITZ indiquera que notre inspiration doit être un système mondial qui fonctionne pour tous et non pas seulement pour les pays du Nord, dont les États-Unis.

III.— L'analyse de Jean-Louis LIQUIÈRE

A.— Quelques questions

Dans quelle mesure la gouvernance régionale peut-elle influencer sur la mondialisation ?

Quelle est la compatibilité de la gestion des entreprises avec la gouvernance mondiale ?

Le rééquilibrage des nations repose-t-il sur une gouvernance supranationale ?

Déterminez les principes et les mesures d'une régulation internationale.

L'économie mondiale peut-elle se fédérer ?

Les autorités mondiales et leurs réelles attributions ?

La gouvernance globale ne constitue-t-elle pas un alibi au maintien de la suprématie des pays développés ?

Comment la domination des multinationales freine le développement

des pays en phase de développement ?

La logique coopérative de l'Europe peut-elle s'étendre à l'économie mondiale ?

Les institutions ont-elle le pouvoir de concilier la libéralisation du commerce et l'efficacité de leurs politiques ?

La globalisation trouve-t-elle ses fondements dans la prééminence de l'économie américaine ?

Le déséquilibre Nord-Sud relève-t-il du primat des économies occidentales ?

Quels sont les objectifs et les instruments d'une régulation économique efficiente ?

Existe-t-il une dichotomie entre la sphère politique et le réseau économique ?

Les aides publiques internationales permettent-elles d'amorcer la croissance des pays à faible IDH ?

Le FMI représente-t-il une institution promotrice d'une nouvelle colonisation financière ?

B.— Quelques définitions

GOVERNANCE : art de diriger une entité économiquement dynamique, socialement idiosyncrasique qui doit trouver dans ses processus de décision le moyen de se réguler en vue d'éviter les dysfonctionnements sociaux, accroître la richesse générée et réduire les externalités négatives.

MONDIALISATION : état du monde dominé par des économies et des firmes dont la logique réside dans la réalisation de leurs objectifs, leurs intérêts et leur pérennité.

GLOBALISATION : vision du monde tendant à considérer les biens privés et publics comme des marchandises à consommer par destruction et à rentabiliser par échanges dans une perspective à très court terme.

RÉGULATION : processus d'organisation institutionnelle, d'orientation économique et d'allocation sociale dont les finalités sont contenues dans le développement durable des sociétés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE : mécanisme qualitatif d'évolution des économies sous les contraintes de la rareté des ressources (air, eau, pétrole, gaz...) et des attentes sociales (démographie, niveau de vie).

C.— L'EUROPE dispose-t-elle des moyens de réguler la mondialisation ? Peut-elle agir dans le concert de la gouvernance globale ?

1 La supériorité économique des firmes américaines impose une vision interventionniste du gouvernement des États-Unis dans tous les domaines. De poids économique similaire, l'Europe reste trop dispersée au plan de ses actions, très divergente dans ses choix, éminemment hétérogène dans sa vision du monde.

111. Domination économique et financière qui polarise la majorité des richesses

112. Suprématie culturelle dont les effets se traduisent par l'aliénation du monde

113. Primat politique qui détermine toutes les décisions internationales

121. Difficile coordination des politiques européennes

122. Incompatibilité entre un libéralisme commercial et des programmes industriels

123. Gestation très délicate de l'élargissement et manque d'une vision humaniste globale

2. Trop marquée par des principes libéraux de concurrence, des règles de protection de son économie, des pratiques hégémoniques, l'Europe participe à l'ombre des firmes multinationales à un néo-colonialisme qui ne s'oriente pas vers un développement des pays, nuit à l'équilibre sociétal et dégrade les conditions de toute la planète.

211. Le mythe de la concurrence pure et parfaite ne fonde pas un cadre

pertinent d'allocation des ressources

212. Les industriels européens recherchent la compétition mondiale avec une protection de leur territoire

213. La volonté et les résultats des entreprises européennes rejoignent ceux des firmes américaines

221. Le développement durable précautionneux de l'environnement n'est pas clairement identifié

222. Les pressions des pays à faible développement sont limitées pour rééquilibrer la puissance occidentale

223. La préservation de la planète n'est pas considérée comme cruciale et primordiale par l'Europe

Vers un marché dont la régulation s'opère de façon plus transparente, véritablement démocratique et mieux contrôlée.

Annexe. Article de la revue académique suédoise repris dans Problèmes Économiques n° 2734 du 31 octobre 2001.

Devenu un classique, l'article sur la sélection adverse de Stiglitz, et cosigné avec Rothschild, " Equilibrium in competitive insurance markets : an essay on the economics of imperfect information " (ROTSCHILD et STIGLITZ, 1976), constitue un complément logique aux analyses (1970) et de SPENCE (1973, 1974). **Rotschild et Stiglitz se demandent comment des agents non informés peuvent améliorer leurs résultats sur un marché avec asymétrie d'information.** Plus spécifiquement, ils considèrent un marché de l'assurance où les compagnies n'ont pas d'information sur le risque présenté par leurs clients. Les compagnies non informées offrent à leurs clients informés différentes combinaisons de primes et de franchises et, si certaines conditions sont remplies, les clients choisiront la police d'assurance préférée par les firmes. Un tel

processus de filtrage à travers l'autosélection est très proche des analyses de VICKREY (1945) et MIRLEES (1971) sur la taxation optimale des revenus, où l'autorité fiscale (ignorant les préférences et productivités des agents) fournit des incitations aux salariés telles qu'ils choisiront le montant " juste " de l'effort au travail.

Le modèle de Rotschild et Stiglitz peut être illustré au moyen **d'un exemple simple**. Supposons que tous les individus sur un marché d'assurance soient identiques, à l'exception de leur probabilité de se blesser d'une ampleur donnée. Initialement, tous les individus ont le même revenu y . Un individu à haut risque encourt une perte de revenu $d < y$ avec la probabilité p^h et un individu à faible risque souffre de la même perte de revenu avec une probabilité plus faible p^l avec $0 < p^h < p^l < 1$. Par analogie avec l'acheteur d'AKERLOF et l'employeur de SPENCE, qui ne connaissent ni la " qualité " des vendeurs, ni la productivité de ceux qui occuperont l'emploi, les compagnies d'assurance ne peuvent observer le risque des détenteurs de police d'assurance. Du point de vue de la compagnie d'assurance, les détenteurs de police d'assurance avec une haute probabilité d'être blessé p^h sont de " faible qualité ", tandis que les détenteurs de police d'assurance avec une faible probabilité p^l sont de " haute qualité ". Toujours par analogie avec les exemples précédents, le marché de l'assurance est un marché de concurrence pure et parfaite. Les compagnies d'assurance sont neutres au risque (voir l'hypothèse initiale et implicite de rendements d'échelle constants), autrement dit, elles maximisent leurs profits espérés. Un contrat d'assurance (a, b) spécifie une prime a et un montant de compensation b en cas de perte de revenu d . La franchise correspond ainsi à la différence $d - b$.

Rotschild et Stiglitz établissent que les équilibres peuvent être divisés en deux catégories : mélangeants et séparateurs. Dans le cas d'un équilibre mélangeant, tous les individus achètent la même police d'assurance, tandis que dans le cas d'un équilibre séparateur, ils achèteront différents contrats. Rotschild et Stiglitz montrent que leur modèle n'a pas d'équilibre mélangeant. La raison est qu'avec un tel équilibre une compagnie d'assurance pourrait profiter du marché au

lieu d'offrir un contrat qui soit meilleur pour les individus à faible risque et pire pour les individus à haut risque. Tandis que, dans le modèle d'Akerlof, le prix devenait trop bas pour les vendeurs de " haute qualité ", ici l'équilibre des primes est trop élevé pour les individus à faible risque. Le seul équilibre possible est un équilibre unique séparableur, où deux contrats d'assurance distincts sont vendus sur le marché. Un contrat (a^H, b^H) est acheté par tous les individus à haut risque, l'autre (a^L, b^L) par tous les individus à faible risque. Le premier contrat fournit une couverture pleine pour un montant de prime relativement élevé : $a^H > a^L$ et $b^H = d$, tandis que le second combine une prime plus faible avec seulement une couverture partielle : $b^L < d$. **En conséquence, chaque client choisit entre un contrat sans aucune franchise, et un autre contrat avec une prime plus faible et une franchise. À l'équilibre, la franchise dissuade à peine les individus à haut risque, qui sont tentés par une plus faible prime mais choisissent une prime plus élevée afin d'éviter la franchise.** Cet équilibre unique séparableur correspond à l'équilibre socialement le plus efficace du modèle de signalement. Rothschild et Stiglitz identifient également les conditions sous lesquelles aucun équilibre (stratégie pure) n'existe.

Le caractère unique d'un tel équilibre est typique des modèles de signalement comme l'est également la correspondance entre l'équilibre de filtrage et l'équilibre de signalement le plus socialement efficace. L'article de Rothschild et Stiglitz a été très influent. Notamment, leur classification des équilibres est devenue un paradigme ; les équilibres séparableurs et mélangeants sont maintenant des concepts standards de la théorie microéconomique en général et de l'économie de l'information en particulier.

Stiglitz a contribué à de nombreuses autres études sur les marchés avec asymétrie d'information. Il est probablement le chercheur le plus cité en ce qui concerne la littérature de l'économie de l'information, peut-être également à l'intérieur du domaine plus vaste de la microéconomie. De cette large production, souvent en collaboration avec d'autres collègues, Stiglitz a souligné à maintes reprises que si les modèles économiques étaient mal spécifiés c'était parce qu'ils ne

tenaient pas compte des asymétries d'information. La perspective de l'asymétrie d'information a permis de montrer que les marchés prenaient des formes différentes, à l'instar des conclusions relatives aux différentes formes appropriées de la régulation du secteur public. Plusieurs de ces essais sont devenus des pierres très importantes pour la recherche future.

Deux articles cosignés par Stiglitz et Weiss (1981, 1983) analysent les marchés de crédit avec information asymétrique. Stiglitz et Weiss montrent que **pour réduire les pertes dues à de mauvais crédits, il peut être optimal pour les banques non d'augmenter le taux du crédit, comme le prédit l'analyse économique classique, mais de rationner le volume des prêts.** Comme le rationnement de crédit est une pratique assez courante, ces analyses constituent une étape importante vers une théorie plus réaliste des marchés de crédit. Elles ont eu un impact important dans les champs de la finance, de la théorie monétaire et de la macroéconomie.

L'étude de Stiglitz avec Grossman (Grossman et Stiglitz, 1980) porte sur l'hypothèse d'efficience sur les marchés financiers. Elle introduit ce qui est connu sous le nom de **paradoxe Grossman - Stiglitz : si un marché est efficient du point de vue de l'information, autrement dit toute l'information pertinente est contenue dans les prix de marché, alors aucun agent n'est incité à acquérir de l'information sur laquelle sont fondés les prix.** Mais si chacun n'est pas informé, certains agents paient pour devenir informés. Ainsi, un équilibre efficient au plan de l'information n'existe pas. Ce travail a exercé une influence considérable dans l'économie financière.

Stiglitz a également proposé une explication du chômage involontaire fondée sur l'information. Dans un article largement cité, Shapiro et Stiglitz (1984) développent un modèle du marché du travail appelé aussi modèle du salaire d'efficience. Par définition, le salaire d'efficience perçu par un salarié excède son salaire de réservation (c'est-à-dire le niveau de salaire qui le rend indifférent à rester dans son travail ou à le quitter). Ce salaire incite les salariés à être plus performants (plus efficaces) afin de préserver leurs emplois. Dans le modèle de Shapiro et Stiglitz, un employeur est supposé réaliser des

sondages aléatoires parmi ses employés pour observer leur effort au travail. Un salarié qui cherche à tirer au flanc peut être licencié et se retrouver avec son salaire de réservation (pour chercher un autre emploi ou se mettre à son propre compte), soit donc à un niveau plus faible que s'il avait cherché à éviter de tirer au flanc et ainsi garder son travail au salaire antérieur. Le comportement optimal à la fois des employeurs et des employés aboutit à un chômage d'équilibre. Le modèle de Shapiro et Stiglitz est un élément important de l'économie moderne du travail et de la macroéconomie.

Stiglitz est aussi un des pères fondateurs de l'économie moderne du développement. Il a montré que les incitations économiques sous asymétrie d'information ne sont pas des abstractions académiques, mais des phénomènes hautement concrets d'une portée considérable pour les analyses des institutions et des conditions du marché dans les économies en développement. L'une des premières études d'asymétrie d'information (Stiglitz, 1974) a trait au métayage, une pratique ancienne mais encore une forme commune de contrat. Le contrat règle la répartition de la récolte entre le propriétaire et ses métayers. La taille de la récolte dépend généralement de circonstances externes telles que le climat et l'effort au travail des métayers. Sous l'hypothèse classique que l'aversion au risque absolu est décroissante avec la richesse, le résultat optimal sera atteint si c'est la partie la plus riche (ici, le propriétaire) qui supporte l'ensemble du risque. En pratique, cependant, la récolte est divisée entre les cocontractants selon des parts fixes, habituellement la moitié chacun. Stiglitz (1974) et Akerlof (1976) ont essayé tous les deux d'expliquer cette relation en termes d'asymétrie d'information entre les deux parties. Comme le propriétaire ne peut pas habituellement observer l'effort au travail des métayers, le contrat optimal trouve un équilibre entre le partage des risques et les incitations, laissant les métayers supporter une certaine partie du risque.

Au-delà de son travail sur l'économie de l'information, Stiglitz a également contribué par ses travaux à l'économie publique, notamment la théorie de la taxation optimale (Stiglitz et Dasgupta, 1971), l'économie industrielle (Dixit et Stiglitz, 1977) et l'économie des ressources naturelles (Stiglitz, 1974b ; Dasgupta et Stiglitz, 1980).

- Extrait de l'article original : " Information for the public, the Bank of Sweden prize in economic sciences in memory of Alfred Nobel, 2001. La dernière partie, intitulée " Applications and evidence ", n'est pas reproduite.
- Source : Royal Swedish Academy of Sciences. 10 octobre 2001. Information Department. site internet :
<http://www.nobel.se/ecorionomics/laureates/2001/eoadv.pdf>